



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 14/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIVESCIA

2 rue Clément Ader - BP 1017
51100 Reims

Références : D1i 2026-309
Code AIOT : 0005701617

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement VIVESCIA implanté Chemin de Vrilly ZI Sud Est 51050 Reims. L'inspection a été annoncée le 27/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle et dans le cadre de l'action nationale sur les risques ATEX (ATmosphères EXplosives).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- Chemin de Vrilly ZI Sud Est 51050 Reims
- Code AIOT : 0005701617

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VIVESCIA exploite sur le territoire de la commune de Reims le silo de Reims Vrilly. Le site comprend des installations de stockage de céréales composées de silos à fond plat (48755 m3) et une station de semences avec des silos de stockage verticaux (20117 m3).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 24/11/2006, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
4	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
6	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien entretenu. La visite d'inspection s'est focalisée uniquement sur la partie station de semences du site.

Des actions sont nécessaires de la part de l'exploitant afin de mettre à jour le zonage ATEX. Des

justificatifs sont attendus sur la mise en conformité des installations électriques et sur les moyens de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]
Constats : Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), dont la dernière mise à jour date d'avril 2026 et la liste des zones à risques datant du 20/10/2014 ont été envoyés en amont de l'inspection. Une modification a été portée à la connaissance du préfet en 2020 concernant le remplacement d'une table densimétrique par un concentrateur. Cette modification n'a pas été intégrée au zonage ATEX. De plus, l'exploitant indique que le trieur optique va être remplacé prochainement, cet équipement n'est également pas intégré au zonage ATEX. L'identification des zones à risques est réalisée par le responsable maintenance et une personne du service prévention des risques. Une visite de site est réalisée pour déterminer les zones empoussiérées et leur fréquence d'empoussièrement. La méthodologie détaillée a été envoyée par l'exploitant le 03/04/2026, elle est identique sur tous les sites. L'Inspection a questionné l'exploitant sur le classement de certains équipements en zone 22, comme par exemple les élévateurs et transporteurs. Elle a fait remarqué à l'exploitant que certains classements n'était pas cohérents par rapport à la définition des zones présentes dans la directive 1999/92/CE du 16/12/99. L'exploitant a avancé une méthodologie qui diffère de l'interprétation de l'Inspection, développée selon le guide de la fédération professionnelle et des mesures de poussières réalisées par un bureau d'études pour la valider . Dans tous les cas, l'exploitant est le seul responsable de la définition de son zonage ATEX.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre à jour son zonage ATEX avec les éléments manquants et l'envoyer à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, tec.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Les consignes et la présence de zone ATEX dans le silo sont signalés par un affichage présent sur la porte d'accès au silo. Dans les étages, le risque ATEX est signalé sur les équipements de type filtre uniquement. Les consignes sont également données aux entreprises extérieures lors de l'établissement du plan de prévention et du permis de feu lorsque celui-ci est nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
Constats : Une ventilation naturelle est présente au niveau du silo ainsi qu'une aspiration centralisée. Un local fermé est présent sur le site pour le trieur optique. Cet équipement est pourvu d'un système d'aspiration. Lors de la visite, le silo était propre et entretenu, les marquages au sol étaient tous visibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
Prescription contrôlée :

<p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'adéquation du matériel électrique avec les zones à risques a été envoyée en amont de l'inspection, aucune non-conformité n'a été détectée. De nombreux équipements sont antérieurs à 2003 et sont donc en maintien de service avec la réalisation d'une thermographie par les équipes maintenance. La fréquence de cette vérification par la maintenance ainsi que son enregistrement n'ont pas été précisés par l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite, différents équipements ATEX ont été vérifiés (contrôleurs de rotation, moteur, capteur, aspirateur), ils sont en bon état et présentant un marquage ATEX conforme avec la zone définie par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra indiquer à l'Inspection sous 3 mois la démarche suivie pour les équipements en maintien de service (fréquence, procédure, enregistrement).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification périodique annuelle et le rapport ICPE 2160 datant du 09/04/2025 ont été envoyés en amont de l'inspection.</p> <p>Le premier rapport présente 12 non-conformités dont 9 récurrentes.</p> <p>Le deuxième rapport ICPE présente 4 non-conformités de niveau 2. Sur ces non-conformités, des actions ont été réalisées par la maintenance et annotées directement sur le compte-rendu. Deux</p>

actions restent à réaliser et sont programmées sur l'exercice 2026-2027. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur par l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification protection foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de la vérification complète des installations foudre du 07/07/2025 a été envoyé en amont par l'exploitant et ne présente aucun écart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2006, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification équipements incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 4 - Matériel de lutte contre l'incendie L'article 11.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°89.A.I6.IC du 25 avril 1989 est complété comme suit : Le dépôt de produits agropharmaceutiques est doté d'un extincteur sur roues de 50 kg. L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur lesite. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par</p>

<p>an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. Des procédures d'intervention en fonction des dangers et des moyens d'intervention disponibles sur le site sont rédigées et communiquées aux services de secours. Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en oeuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification de la colonne sèche date du 13/01/2025 et ne présente pas d'observation. Le rapport de vérification des extincteurs date du 24/02/2026 et ne présente pas d'observation. Le rapport de vérification des dispositifs de désenfumage et des portes coupe-feu date du 21/01/2026 et ne présente pas d'observation.</p> <p>Le site ne possède pas de réserve incendie étant donné la proximité du canal. La vérification des débits des poteaux intégrés dans le plan de secours incendie du site n'ont pas été présentés par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra envoyer à l'Inspection les justificatifs de vérification des débits des poteaux incendie à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>